

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



Notes pour une allocution
du Très honorable Joe Clark,
secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures,
devant le "Canada Club"

Londres, Angleterre
Le 10 décembre 1984

Je suis très heureux d'être ici ce soir dans cette magnifique ville, berceau de tant d'institutions et de valeurs qui constituent le fondement de notre démocratie. Il est, à mon avis, particulièrement approprié que ce soit au Canada Club que je prenne pour la première fois la parole ici, en tant que ministre des Affaires extérieures. Les origines du Canada Club - de même que celles de l'Ouest canadien, d'où je viens - remontent à l'époque du commerce des pelleteries par la Compagnie du Nord-Ouest. C'est à l'ancienne "Compagnie des aventuriers de l'Angleterre trafiquant dans la baie d'Hudson", que l'on attribue le développement de l'Ouest canadien, mais c'est le dynamisme plus grand des aventuriers de la Compagnie du Nord-Ouest qui l'a amenée voire forcée à étendre son action vers l'ouest. Quiconque met en doute la notion d'entreprise doit se rappeler que sans les intentions commerciales qui animaient ce club très spécial, il aurait fallu attendre des décennies avant que cette riche région dont je suis originaire se développe. Et si tel avait été le cas, sir John A. MacDonald n'aurait pas eu l'idée de prolonger ce pays vers l'ouest, d'un océan à l'autre.

Un Canadien peut difficilement parler de son pays sans faire allusion aux liens étroits qui nous unissent au Royaume-Uni. Nos traditions politiques et économiques ont pris naissance ici, et je veux notamment vous dire ce soir que le nouveau gouvernement du Canada - dont le mandat ne fait aucun doute - compte renouer avec ces traditions d'entreprise, d'ouverture et d'internationalisme constructif qui ont fait de notre pays ce qu'il est maintenant.

Vous avez pour la plupart une idée de l'ampleur de la victoire du parti progressiste-conservateur le 4 septembre. Nous avons remporté 211 des 282 sièges de la Chambre des communes. Dans les dix provinces et dans les territoires du Nord, notre majorité a été décisive. Dans la province francophone du Québec, là où mon parti a depuis toujours éprouvé de grandes difficultés, nous avons fait élire 58 députés sur une possibilité de 75. Pour situer ce phénomène dans son contexte, je rappellerai qu'avant l'élection de septembre, nous ne détenions qu'un seul siège au Québec.

En soi, les chiffres sont moins importants que la quasi-unanimité des votes en faveur du changement. Je suis au Parlement depuis assez longtemps pour savoir que la population change bien avant les gouvernements et, d'après mon expérience personnelle, je sais faire la différence entre un mandat accordé à contrecœur et un mandat décisif. En changeant de gouvernement au mois de septembre, les Canadiens se sont massivement prononcés pour la fin d'une ère d'affrontement et d'un style de gouvernement. Ils ont

également posé un geste de confiance et indiqué que l'inspection avait assez duré et qu'il était temps de se mettre sur les rangs et de faire notre devoir vis-à-vis du reste du monde.

Le Canada est un pays très prometteur, dont les résultats sont généralement bons. Mais, pendant trop longtemps, ce sont nos querelles nationales qui nous ont caractérisés à l'étranger. Nous avons accordé plus d'attention au PQ qu'au PNB. Je crois que cette époque est bel et bien révolue et que nous avons acquis une nouvelle maturité en tant que nation. Cette évolution est en partie attribuable au sentiment d'égalité que partagent nos communautés régionales. Le Québec a atteint un degré d'assurance qu'il convient de souligner. Le même phénomène s'est produit, mais pour des raisons différentes, dans les provinces de l'Ouest. Cela influencera sûrement les Canadiens dans l'ensemble. Mais mises à part nos communautés géographiques et culturelles, les Canadiens ont véritablement donné libre cours à leurs talents au cours des dernières décennies, notamment dans les domaines de la littérature, des sciences, de l'investissement, des inventions, de la peinture et du sport. Ici en Grande-Bretagne, pays qui a produit tant de grands écrivains, il y a maintenant des cours universitaires consacrés exclusivement à l'étude des auteurs canadiens. Et cette année, un jeune Canadien doué, Jon Kimura Parker, a remporté le concours international de piano de Leeds, l'un des plus cotés au monde.

Je soutiens que confiance et réalisations se nourrissent l'une l'autre et que les Canadiens sont beaucoup plus sûrs d'eux qu'ils ne l'ont jamais été. L'objectif contemporain du nationalisme canadien est de nous exprimer, non de nous protéger, et ce sentiment de maturité sous-tend les directions nouvelles imprimées par le nouveau gouvernement.

La plupart des éléments de la politique canadienne sont encore en train d'être définis. Nous avons sans aucun doute entamé le processus de consultation stratégique le plus ouvert et le plus important de notre histoire en tant que nation. Le Premier ministre et les premiers ministres provinciaux ont commencé à se rencontrer dans le but d'harmoniser la politique économique du Canada, afin que le premier budget que déposera le gouvernement au printemps reflète les priorités convenues à l'échelle du pays. Des documents de travail sur le commerce, l'emploi, la formation et d'autres questions de base seront rendus publics au cours des deux prochains mois, afin que nous puissions obtenir l'aide de tous les Canadiens intéressés par l'élaboration

d'une politique nationale concrète. Je déposerai en janvier un livre vert sur les relations internationales du Canada, document dont le Parlement se servira pour effectuer sa première analyse publique en profondeur de la politique étrangère du Canada. Nous ne voulons pas simplement être ouverts. Nous avons reçu un mandat en faveur du changement, et nous voulons nous en acquitter correctement. Notre meilleure garantie à ce sujet est de demander à la population canadienne de nous aider à établir nos objectifs.

À l'égard de certaines questions, nous savons déjà très bien ce que les Canadiens veulent que nous fassions, et nous avons commencé à apporter des changements fondamentaux. Je veux ce soir vous en décrire trois qui pourraient vous intéresser plus particulièrement. Il s'agit de notre attitude face aux investissements, des relations fédérales-provinciales et des institutions internationales dont nous sommes membres.

Le 8 novembre, mon collègue, le ministre des Finances, a donné un exposé économique dans lequel il précisait les directions que le nouveau gouvernement juge essentielles pour favoriser le renouveau économique. Il s'agit d'une proposition à long terme et il n'y a pas de "solution magique". Nous commençons par le déficit budgétaire, qui est devenu beaucoup trop important. Nous avons déjà annoncé des compressions budgétaires de 4,2 milliards de dollars, et nous procédons actuellement à un examen en profondeur de nos programmes afin d'effectuer de nouvelles coupures. Mais nous savons que la meilleure solution à long terme aux problèmes de la dette reste la croissance économique, et la clé de la croissance économique dans un pays comme le Canada est la confiance dans le secteur privé.

La réduction des dépenses est la première étape menant au rétablissement de la confiance des investisseurs et au renouveau économique. Vendredi, nous avons franchi la deuxième étape, en déposant un projet de loi abolissant l'Agence d'examen des investissements étrangers pour la remplacer par une agence à caractère positif appelée Investissement Canada.

S'il est adopté sous sa forme actuelle, ce projet de loi aura pour effet d'exempter du processus d'examen tous les investissements étrangers concernant de nouvelles entreprises. Les acquisitions directes d'entreprises canadiennes dont les avoirs ne dépassent pas cinq millions de dollars ne feraient l'objet d'aucun examen, de même que les acquisitions indirectes d'entreprises canadiennes dont les avoirs sont inférieurs à cinquante millions de dollars. Les seules

exceptions à ces exemptions s'appliqueraient dans les secteurs - que définira le règlement - portant sur le patrimoine culturel et l'identité nationale, notamment les livres, les films, les banques et les médias.

Pour vous donner une idée des effets pratiques de ce changement, aucune des 442 entreprises examinées en 1983 en application de la Loi sur l'examen de l'investissement étranger ne le serait aux termes de la loi portant création de Investissement Canada, pas plus d'ailleurs que 83 % des 283 acquisitions directes et 93 % des acquisitions indirectes. Nous estimons qu'en vertu des nouvelles règles, seules 10 % de toutes les propositions revues en 1983 devraient à présent être examinées.

Les mesures présentées au Parlement s'attaquent de front aux préoccupations dont nous ont fait part les gouvernements et investisseurs étrangers. Nous sommes convaincus que l'expérience démontrera clairement que le climat des investissements au Canada a changé. Nos portes sont ouvertes.

Voilà pour le premier changement. Le deuxième concerne notre système fédéral, qui accorde un pouvoir substantiel au gouvernement national et investit les provinces de la juridiction exclusive sur certains secteurs clés comme l'éducation, la santé et les ressources naturelles. Dans un système fédéral, les possibilités de conflit sont pratiquement illimitées et nous en avons eu largement la preuve ces dix dernières années. Le fédéralisme a toujours été pour nous ce que le football est pour vous, notre sport favori, notre marque de fabrique et notre distraction.

Le nouveau gouvernement éprouve un profond respect à l'égard du système fédéral. Nous l'avons défendu et avons aidé à le préserver, tant au Parlement que lors de la campagne du référendum au Québec. Selon nous, seul un système fédéral peut fonctionner dans un pays comme le Canada, à condition toutefois que le gouvernement national fasse preuve de "leadership". Lorsque le Premier ministre Mulroney parle de réconciliation nationale, il ne s'agit pas simplement de paroles en l'air, mais d'une condition préalable à la reprise économique du Canada. Or, la première chose à faire est d'amener les divers gouvernements à collaborer plus étroitement.

A l'instar d'autres peuples pleins d'allant, nous Canadiens, avons nos différences, mais nous ne voulons pas qu'elles limitent notre efficacité dans le monde. Je suis

sûr que les représentants des gouvernements provinciaux du Canada ici présents conviendront avec moi qu'il est temps que nos gouvernements usent de leurs différentes juridictions à des fins de coopération, non de conflit. C'est l'ambiance qui règne aujourd'hui au Canada. C'est le message que, de partout, nos électeurs nous ont adressé le 4 septembre; nous comptons qu'il permettra au monde de se faire une opinion plus cohérente du Canada.

Permettez-moi maintenant de passer aux institutions internationales, d'abord économiques puis politiques.

Nous sommes trop souvent préoccupés par les ratés du système international; nous ferions mieux de nous demander pourquoi tant d'institutions et d'alliances continuent, malgré leurs difficultés, à fonctionner relativement bien.

À mon avis, cela s'explique par le rapport étroit qui existe entre ces institutions et nos valeurs politiques les plus intimes. Ce sont ces mêmes valeurs qui sont à la base des arrangements que nous avons pris avec l'OTAN en matière de sécurité collective, ou de notre engagement permanent à accroître l'efficacité des Nations Unies ou du Commonwealth. Cette vérité ne se limite pas uniquement aux arrangements strictement politiques ou de sécurité; si des institutions économiques comme le GATT ou le FMI ont leur raison d'être dans la théorie économique, mais elles doivent leur création et leur subsistance à la vision politique.

Les grands hommes d'État de l'après-guerre, entrevoyant les avantages que pouvait procurer un système stable et international de commerce et de paiements, ont créé les institutions nécessaires à son émergence. Le Canada a joué un rôle important à ce chapitre et, pendant de nombreuses années, nous avons profité des avantages considérables inhérents à cette vision originale. Hélas, depuis la fin des années 60 et jusqu'à ce jour, le système a été secoué par une série de perturbations d'envergure. Malgré tout, les gouvernements savent qu'ils ne doivent pas le démanteler.

Le Canada devrait, comme tout autre pays, avoir tiré certaines leçons de l'interdépendance. En ce qui nous concerne, ne rien faire sur le plan commercial équivaut à régresser. Les exportations représentent environ 30 % de notre PNB, un chiffre similaire à celui enregistré au Royaume-Uni. (Au Japon et aux États-Unis, cette proportion n'est que de 15 % et 10 % respectivement). Nos deux pays sont des économies ouvertes, particulièrement sensibles à l'évolution de la situation internationale.

Les États-Unis sont de loin le plus grand débouché du Canada. C'est un marché si vaste et si puissant qu'il a toujours semblé pouvoir nous entraîner à tout jamais à sa suite. Nous avons toujours été bien accueillis sur le marché américain et avons tiré de nombreux avantages économiques de notre proximité avec cette grande puissance. Néanmoins, les sentiments protectionnistes aux États-Unis menacent de réduire notre accès. La pénétration rapide de nos concurrents sur ce marché modifie l'orientation du commerce aux États-Unis. De plus, les États-Unis s'adaptent plus rapidement que la plupart des autres pays à l'évolution de l'économie mondiale, et nous pourrions bien nous retrouver face à un marché énorme qui n'a plus autant besoin de nos biens et services.

Nous devons exporter. Cependant les exportations ne peuvent croître que s'il existe, pour le commerce et les paiements, un système international stable et que si les exportateurs ont un accès sûr aux marchés étrangers. Nous devons donc renforcer les institutions et les accords multilatéraux tels que le FMI et le GATT, qui sont les pivots du système économique international. De même, nous étudions actuellement avec les États-Unis des moyens de libéraliser nos échanges. Nous désirons en particulier trouver des moyens d'éliminer les barrières non tarifaires érigées par les États-Unis et qui posent de réels dangers pour notre relation bilatérale. Tout accord entre le Canada et les États-Unis serait bien sûr compatible avec les obligations que nous avons contractées en vertu du GATT. Nous devons rétablir la coopération internationale qui a pris corps au lendemain de la guerre. Nous devons le faire pour le bien de tous et surtout face aux pressions à courte vue qui voudraient nous faire rejeter ou ignorer les forces de l'évolution.

Il est une institution internationale qui fonctionne très bien. Je veux parler de l'OTAN. En quittant Londres, je me rendrai à Bruxelles pour participer à une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'OTAN, et profiterai de cette occasion pour réaffirmer notre profond engagement à l'égard de la sécurité collective de l'Ouest. Le nouveau gouvernement a la ferme intention de remplir tous ses engagements vis-à-vis de l'OTAN et d'agir en tenant compte du fait que la sécurité du Canada est inséparable de celle de ses alliés européens.

Je suis particulièrement heureux de constater que Lord Carrington considère l'OTAN comme une alliance autant politique que militaire. Il a déclaré que la politique de défense dans une démocratie, ou dans une alliance

démocratique, ne peut être plus solide que l'appui public sur lequel elle est fondée. Le Canada est l'un des principaux auteurs de l'article 2 du Traité de l'Atlantique Nord, qui porte sur la contribution du bien-être économique et politique à la sécurité occidentale. Trente-cinq ans se sont écoulés depuis, et nous devons reconnaître que les jeunes Canadiens, comme tous les jeunes des pays membres de l'Alliance, connaissent mieux l'OTAN pour ses missiles que pour ses valeurs. C'est là une vision bien partielle de la réalité; c'est pourquoi le Canada est résolu à se joindre aux efforts de Lord Carrington afin de mieux faire comprendre à tous ce qu'est l'Alliance.

Je suis venu ici ce soir pour vous dire que les Canadiens sont prêts à collaborer pleinement avec les autres nations pour relever les défis de l'avenir. Nous sommes plus unis et plus sûrs que jamais, et nous connaissons mieux qu'avant les risques de l'introversion et de la suffisance. Nous nous lançons dans un grand débat national sur notre avenir et avons hâte d'en connaître l'issue. Nous tenons beaucoup à nos liens historiques avec la Grande-Bretagne et nos autres alliés et nous entendons les faire fructifier. Mais la nouvelle la plus importante qu'il me soit donné de vous annoncer ce soir, c'est celle d'un pays décidé et sûr qui bâtit son avenir sur la partie nord du continent nord-américain.